



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Décision d'examen au cas par cas n°016401/KK P
en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement**

Le préfet de la région Hauts-de-France
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord
préfet du Nord
chevalier de la Légion d'honneur
officier de l'Ordre national du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mai 2026 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à monsieur Julien LABIT, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n°016401/KK P, déposé complet le 20 avril 2026, par la société Set et Plea relatif au projet d'aménagement des anciens abattoirs, sur la commune d'Etaples-sur-Mer, dans le département du Pas-de-Calais ;

Vu la décision de soumission à étude d'impact n° 016401/KK P du 23 juin 2026 ;

Vu la demande de recours gracieux du 29 juin 2026 et le diagnostic écologique complémentaire accompagné de l'engagement du pétitionnaire à mettre en place les mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées par le diagnostic ;

L'agence régionale de santé Hauts-de-France ayant été consultée le 08 juillet 2026 ;

Considérant ce qui suit :

1. le projet, qui consiste notamment à aménager 99 places de stationnement relève de la rubrique 41°a du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus ;
2. sur un terrain d'assiette d'environ 1,3 hectare, le projet consiste en l'aménagement d'un complexe sportif et d'un restaurant sur une surface de plancher globale de 5161 m², des voiries d'accès et réseaux, de 99 places de stationnement pour véhicules individuels ainsi que des espaces verts ;
3. le projet est localisé sur un espace en majeure partie artificialisé, constitué des anciens abattoirs de la commune, en reconversion d'usage ;
4. la zone arborée cadastrée AD240 sera évitée, de même que le muret le long du cimetière au delà duquel des spécimens de Lézard des murailles ont été contactés ;
5. la mise en place d'une haie champêtre ainsi que des clôtures perméables à la petite faune ;
6. les travaux se dérouleront en dehors de la période de mars à mi-septembre afin de réduire les impacts sur la biodiversité ;
7. il incombe au maître d'ouvrage de s'assurer que son projet n'est pas soumis à autorisation de défrichement ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine qui nécessitent une étude d'impact ;

Décide

Article 1^{er} :

La décision de soumission à étude d'impact n° 016401/KK P du 23 juin 2026 est retirée et remplacée par la présente décision.

Le projet d'aménagement des anciens abattoirs, sur la commune d'Etaples-sur-Mer, dans le département du Pas-de-Calais, déposé par la société Set et Plea, n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis, et notamment une autorisation de défrichement.

Conformément aux dispositions de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement, il appartient à l'autorité compétente de vérifier, au stade de l'autorisation, que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 3 :

La présente décision et le dossier du pétitionnaire sont publiés sur le portail de l'évaluation environnementale (<https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr/#/public/portalReviews>).

Fait à Lille, le 12 août 2026

Pour le préfet et par délégation,
le directeur régional de l'environnement
de l'aménagement et du logement,

Signé par Julien LABIT,
Directeur régional, le
12/08/2026



Signature numérique 